



Réseau
français
Villes-Santé

Newsletter Réseau français Villes-Santé

NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2022

RETOUR SUR LE COLLOQUE 2022 'CULTURE, ARTS ET SANTÉ' - LILLE

LE COLLOQUE 2022 DU RÉSEAU FRANÇAIS VILLES-SANTÉ S'EST TENU À LILLE, LES 5, 6 ET 7 DÉCEMBRE, SUR LA THÉMATIQUE DE LA CULTURE, DES ARTS ET DE LA SANTÉ.

Une occasion pour les membres du Réseau de faire le point sur leurs actions liant arts et santé, d'ouvrir sur une dimension culturelle plus large des politiques et des actions de santé, et de réfléchir à notre 'santé culturelle'. **L'événement a été introduit par Arnaud Deslandes**, Adjoint au Maire de la Ville de Lille ; **Yannick Nadesan**, Président du Réseau français Villes-Santé ; et **Agnès Firmin Le Bodo**, **Ministre déléguée à l'Organisation territoriale et aux Professions de santé.**



La venue de Mme. Agnès Firmin Le Bodo a permis de réaffirmer le soutien de l'État aux actions culture-santé et la volonté de **renforcer la coopération avec les collectivités, en se saisissant notamment de l'occasion du CNR Santé.** Les participants ont également assisté à deux conférences, animées par Sophie Marinopoulos, psychologue et psychanalyste, auteur du rapport sur la 'Santé culturelle' ; et par Anne-Caroline Prévot sur les liens entre culture, nature et santé. Une table ronde d'acteurs a clôturé la matinée, avec les interventions de Marie-Pierre Bresson, élue adjointe à la culture de la Ville de Lille ; Karine Fraysse, CHU de Lille ; Maud Pontiek, GHT Psychiatrie du Nord-Pas-de-Calais ; Morgane Rouet et Nicolas Henry, Ville de Rennes et Rennes Métropole. Les ateliers de l'après midi ont donné l'occasion aux villes de partager leurs pratiques et expériences sur la mise en œuvre d'actions et de politiques liant culture, arts et santé.



Après une restitution de chaque atelier, la clôture institutionnelle par le Président et les Vice-Présidents du Réseau français Villes-Santé a permis de faire le bilan de cette journée riche d'expériences, de réflexions et d'actions. Le RfVS va s'appuyer sur tous ces partages pour nourrir ses futurs travaux notamment sur les sujets de la santé mentale, de l'accès au soin, ou plus largement pour renforcer les actions de prévention. **Un rapport détaillé sera publié début 2023 sur notre site web.**

Pour plus d'informations, [cliquez ici.](#)



LE PROCHAIN COLLOQUE DU RÉSEAU FRANÇAIS VILLES-SANTÉ AURA LIEU À NICE, LES 13, 14 ET 15 JUIN 2023 !



Pour ce colloque, le Réseau français Villes-Santé et la Ville de Nice ont choisi pour thématique 'Santé et changements climatiques : allier atténuation, adaptation et prévention en santé'.

Y seront abordés les conséquences des changements climatiques pour la santé, ainsi que, d'une part, les actions des villes et intercommunalités jouant sur les co-bénéfices pour la promotion de la santé et l'atténuation des changements climatiques, et d'autre part les actions visant à s'adapter à ces changements, pour aller vers des communautés plus résilientes et en santé.

Le colloque visera donc à **soulever les défis et leviers** des villes et intercommunalités **pour agir à l'échelle locale**, au croisement des causes et conséquences des changements climatiques et des enjeux de santé publique, **dans une approche socio-écosystémique**.

L'appel à communications réservé aux Villes-Santé est ouvert, et ce, jusqu'au 17 février 2023. Cet appel vise à rassembler des exemples de politiques et actions des villes et intercommunalités liant santé et changements climatiques, et ce, pour les partager auprès des participants au colloque. Ces communications peuvent être présentées sous deux formats : poster et présentation orale en atelier.

Pour en savoir plus sur la thématique, [cliquez ici](#).

CONTRIBUTIONS AU CNR SANTÉ ET RENCONTRE AVEC LE CONSEILLER SPÉCIAL AMIN MANSOURI.

Le 07 novembre dernier, **Yannick Nadesan** (président du Réseau français Villes-Santé), **Marie-Christine Staniec-Wavrant** (vice-présidente RfVS) et **Maude Luherne** (directrice RfVS) **ont rencontré Amin Mansouri, conseiller spécial** - du ministre de la Santé et de la Prévention François Braun - **en charge de la démocratie en santé, des territoires et de l'international**.

Un temps d'échange où de nombreux sujets ont pu être abordés, contribuant aux réflexions engagées par le Ministère sur le CNR Santé : problématiques liées à l'offre et à l'accès aux soins, renforcement du lien CPTS-collectivités, déficit de professionnels de soins, financement des études pour les infirmiers et les aides-soignants, déploiement des 3 rendez-vous de prévention pour les 25-45-65 ans, augmentation des moyens humains pour aller vers les publics, rôle du Conseil local santé mentale (CLSM)...



Sur sollicitation du conseiller spécial **Amin Mansouri** - que nous remercions chaleureusement -, **le Réseau français Villes-Santé reste à disposition du cabinet du ministre de la Santé et de la Prévention, pour l'organisation de futurs temps d'échange**. A également été souligné, l'intérêt du cabinet d'inclure le Réseau français Villes-Santé à la démarche du CNR Santé au niveau national, qui devrait débuter en 2023 (à l'issue des CNR Santé territoriaux). Sollicitation à laquelle le Réseau français Villes-Santé répondra favorablement. Le Réseau a déjà préparé, conjointement avec le conseil d'administration, une contribution au CNR Santé, qu'il a envoyé à l'ensemble de ses membres en novembre dernier. Un point d'étape sera réalisé lors du prochain conseil d'administration du RfVS.

POURSUITE DU PROJET 'LA SANTÉ DANS LES CONTRATS DE VILLE'.

Le dernier temps d'échange en visio pour l'année 2022 a eu lieu le 15 novembre. **Les visites de terrain proposées à Lille au lendemain du colloque national, le 07 décembre, et en particulier le temps d'échange sur l'Espace écoute santé, ont été l'occasion de poursuivre les réflexions sur les actions de santé dans les QPV via le contrat de ville.**

Le calendrier des temps d'échange 2023 sera bientôt communiqué aux Villes-Santé et **une journée d'échange est d'ores et déjà prévue à Strasbourg, le 26 avril 2023** sur la thématique : **'La santé dans les contrats de ville : un levier puissant de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé ou comment renforcer l'accès à la santé et promouvoir les démarches de santé communautaire / aller vers'.**



LE RÉSEAU FRANÇAIS VILLES-SANTÉ ÉTAIT BIEN REPRÉSENTÉ À LA CONFÉRENCE EUROPÉENNE DES VILLES-SANTÉ DE L'OMS À COPENHAGUE.



Les 22, 23 et 24 novembre 2022 - à Copenhague - s'est tenue 'the Annual Business Meeting and Technical Conference of the European Healthy Cities Network', sur la thématique 'One Planet, One People, One Health'.

La délégation française du Réseau français Villes-Santé a pu présenter 6 abstracts :

- ➔ One Health policy - Ville de Lyon, représentée par Céline de Laurens.
- ➔ The example of Rennes local mental health council - Rennes Ville et Métropole, représentée par Yannick Nadesan.
- ➔ Project Syndemia - Ville de Nice, représentée par Fabien Lanteri.
- ➔ Health as part of local food strategies : experiences from healthy cities in France - Réseau français Villes-Santé, représenté par Maude Luherne.
- ➔ Lessons learned from the pandemics - Réseau français Villes-Santé, représenté par Maude Luherne.

Au cours de ces trois jours, **Maude Luherne a été nommée 'membre de l'advisory committee'** du Réseau européen des Villes-Santé de l'OMS pour la période 2022-2024, tandis que **Yannick Nadesan a pu défendre, au sein du bureau politique,** la priorité du Réseau français Villes-Santé de combiner lutte contre le changement climatique et réduction des inégalités sociales et territoriales en santé ;,et participer à la rédaction de la déclaration politique commune du Réseau européen des Villes-Santé de l'Organisation mondiale de la santé.



3 jours intenses rythmés de partage d'expériences, d'apprentissages, de prospective, d'échanges et de coopération. À l'issue de cette rencontre, le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe a mis à jour **le guide 'How to develop and sustain healthy cities in 20 steps'**, qui s'adresse aux coordonnateurs et aux secrétariats des villes du Réseau européen des Villes-Santé de l'OMS, ainsi qu'à celles qui envisagent d'adopter le modèle des Villes-Santé.

Pour consulter le guide, [cliquez ici](#).

✦ RENCONTRE RR AUVERGNE ARC ALPIN.

Le Réseau Régional Auvergne Arc Alpin s'est réuni à Valence le 22 novembre pour une journée d'échange et de partage entre Villes-Santé, en présence de partenaires locaux.

Élus et techniciens des Villes de Bourg-en-Bresse, Valence, Bourgoin-Jallieu, Chamalières, Grenoble, Lyon, Romans-sur-Isère et Valence étaient présents.

Au programme de cette journée : une visite guidée de l'exposition sur les 100 ans de la santé publique à Valence, puis des discussions sur les outils de communication des villes, ainsi que sur les Contrats Locaux de Santé et leur articulation en fonction de l'échelle de territoire concernée. Les Villes-Santé ont également accueilli l'IREPS ARA et les préfigurateurs de l'école de santé publique à Lyon pour échanger sur leurs projets respectifs.

✦ LE RÉSEAU FRANÇAIS VILLES-SANTÉ A ADHÉRÉ À LA SOCIÉTÉ FRANCOPHONE SANTÉ ET ENVIRONNEMENT (SFSE).

L'adhésion à cette société savante nous permettra de poursuivre les échanges avec des chercheurs, de continuer à fonder nos actions et arguments sur des bases scientifiques, et plus généralement de participer à la communauté francophone en santé-environnement, en y témoignant des problématiques et enjeux des villes et intercommunalités.

✦ LANCEMENT DU COMITÉ DE PILOTAGE ET DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'OBSERVATION LOCALE EN SANTÉ.

La première réunion du comité de pilotage a rassemblé les Villes de Nice, de Lyon, de Marseille et de Rennes pour échanger sur les défis et questions posées dans la mise en œuvre d'une observation locale en santé. Des entretiens avec d'autres villes ont démarré, et une enquête nationale sera lancée fin janvier 2023.

✦ L'ENQUÊTE SUR LES PRATIQUES DES VILLES-SANTÉ EN MATIÈRE DE SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DE L'AIR DANS CERTAINS ERP EST OUVERTE JUSQU'AU 15 JANVIER.



Les textes révisant la réglementation en question devraient être très bientôt publiés. **Au sein du Réseau français Villes-Santé, des temps d'échange en visio seront organisés au premier semestre 2023**, dans le but de permettre aux Villes-Santé d'échanger sur sa mise en œuvre.



LE DÉFI DE JANVIER - DRY JANUARY, UN MOUVEMENT COLLECTIF !

Le Dry January ou 'Défi de Janvier' est une campagne qui a été lancée en 2013 par l'organisation 'Alcohol Change UK'. Aujourd'hui, c'est **un mouvement international : chaque année pendant un mois, des millions de personnes font une pause dans leur consommation d'alcool au mois de janvier.**

Les participants qui souhaitent s'engager seront cette année encore, accompagnés par tout un collectif de structures mobilisées pour leur proposer des conseils, astuces, témoignages... Durant un mois, c'est dans un esprit ludique que **chacun est invité à découvrir les bénéfices sur sa santé et à faire le point sur la place qu'occupe l'alcool dans son quotidien.** Car les bénéfices sur la santé sont prouvés : meilleur sommeil, regain d'énergie, meilleure concentration, perte de poids et, à terme, une consommation d'alcool mieux maîtrisée, même plusieurs mois après.

Rendez-vous le 1er janvier 2023 !

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).



LES ÉVÉNEMENTS DES MOIS À VENIR

11 janvier - 14h30/16h30	Bureau Réseau français Villes-Santé (réservé aux membres du bureau)
03 février - 09h/16h30	Journée RfVS-CNFPT : 'Territoires et santé : approches globales et cadres d'action' (en visio, événement ouvert aux élus et aux techniciens de tout service) Formulaire d'inscription : https://urlz.fr/kfzj
15 mars - 10h/17h	Conseil d'administration Réseau français Villes-Santé (en présentiel à Paris, réservé aux membres du conseil d'administration)
05 avril - 14h30/16h30	Assemblée générale Réseau français Villes-Santé (en visio, réservé aux membres du RfVS)
26 avril	Journée 'La santé dans les contrats de ville : un levier puissant de réduction des inégalités sociales et territoriales de santé ou comment renforcer l'accès à la santé et promouvoir les démarches de santé communautaire / aller vers' (en présentiel à Strasbourg)
13, 14 et 15 juin	Colloque national des Villes-Santé : 'Santé et changements climatiques, allier atténuation, adaptation et prévention en santé' (en présentiel à Nice)



À VOS AGENDAS !
COLLOQUE NATIONAL DES VILLES-SANTÉ

**SANTÉ ET
CHANGEMENTS
CLIMATIQUES :**
allier atténuation, adaptation
et prévention en santé

13, 14 et 15 juin 2023 à NICE

LES REPRÉSENTATIONS DU RÉSEAU FRANÇAIS VILLES-SANTÉ

✿ COLLOQUE INTERNATIONAL 'VILLES ET SANTÉ MENTALE' À NANTES.

Yannick Nadesan, Président du Réseau français Villes-Santé, est intervenu lors du colloque 'Villes et Santé mentale' organisé par la Ville de Nantes en décembre 2022, dans le but 'de faire sortir le sujet [de la santé mentale] de sa confidentialité et du domaine réservé des experts afin de démontrer que la santé mentale est déterminée par une multitude de facteurs socioéconomiques, biologiques et environnementaux et qu'il existe, à l'échelle de la cité, c'est-à-dire de l'endroit où l'on vit, des stratégies et des interventions intersectorielles intéressantes, pour promouvoir, protéger et recouvrer la santé mentale', comme le décrit la commissaire scientifique de l'événement, Dr. Rachel Bocher, cheffe du service de Psychiatrie au CHU de Nantes.



L'événement a mené à la publication de 'l'Appel de Nantes' invitant les villes à se saisir du sujet de la santé mentale. Cet appel, accessible en [cliquant ici](#) est soutenu par le Réseau français Villes-Santé.

Pour accéder à la synthèse récapitulative de l'événement, [cliquez ici](#).

✿ CONFÉRENCE DÉPARTEMENTALE DE L'HABITAT ISÈRE À GRENOBLE.

Le Réseau français Villes-Santé était présent à la Conférence départementale de l'Habitat Isère, qui a eu lieu le 22 novembre à Grenoble.

Le Réseau français Villes-Santé y a témoigné de la dynamique des Villes-Santé sur l'urbanisme favorable à la santé et sur la thématique habitat et santé. Lors de cette journée, les échanges ont en particulier mis l'accent sur les enjeux de santé liés à l'accès au logement et à la précarité énergétique.

✿ SÉMINAIRE ANSES 'VECTEURS ET RAVAGEURS, CONTRÔLE ET BIODIVERSITÉ' À MONTPELLIER.

Nina Lemaire, cheffe de projet, a participé au séminaire Anses - Vectopole Sud 'Vecteurs et ravageurs, contrôle et biodiversité', qui s'est tenu les 9 et 10 novembre à Montpellier. Ont été abordés les modèles d'émergence de maladies vectorielles, les programmes de recherche et de lutte contre les vecteurs et ravageurs dans les territoires outre-mer français, les impacts sur la biodiversité de la lutte contre les vecteurs et la biodiversité en ville.

Le Réseau français Villes-Santé a rappelé les bénéfices de la végétalisation des milieux urbains pour la santé humaine, les co-bénéfices santé et environnement, et a introduit le travail initié avec le groupe de travail 'Espèces à enjeux dans une approche une seule santé'.

✿ RÉSEAU SANTÉ SCOLAIRE DES VILLES-SANTÉ.

Le Réseau santé scolaire des Villes-Santé a été auditionné le 18 novembre dernier, dans le cadre d'une mission de l'IGA, de l'IGAS et de l'IGESR sur les perspectives de décentralisation de la médecine scolaire et les moyens alternatifs visant à renforcer la politique de santé scolaire.

Les Villes-Santé représentées ont présenté leurs moyens d'action, les limites de la subvention apportée par l'État dans l'accomplissement de leurs missions dans le cas de la délégation, ainsi que l'intérêt et les limites du portage de missions de santé scolaire par les villes.

✿ AUDITION PAR PIERRE RICORDEAU.

Certains membres du conseil d'administration du Réseau français Villes-Santé, dont Yannick Nadesan et Sylvie Justome, ont été auditionnés le 12 décembre dernier par Pierre Ricordeau - chargé par le ministre de la Santé et de la Prévention François Braun et par le ministre des Solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées Jean-Christophe Combe, d'une mission de transformation de l'administration centrale de ces ministères - sur des questions liées à la coopération entre les villes et l'administration centrale.

✦ GÉRARD BOUSSIN QUITTE LA DIRECTION SANTÉ PUBLIQUE DE LA VILLE D'ANGERS.

Après 32 ans d'expérience dans l'accompagnement du projet municipal de santé publique, Gérard Boussin passe le relais au Dr. Sophie Dubnistkiy, qui a pris la direction de la Santé publique au 16 décembre dernier.

Le Réseau français Villes-Santé remercie Gérard pour sa forte implication au sein du Réseau, notamment en 2018, par la co-rédaction de l'ouvrage 'Inégalités Sociales de Santé : les villes agissent dès l'enfance' et l'accueil à Angers du colloque annuel 'Petite enfance, inégalités et villes' ; et en 2020 et 2021, par sa contribution active à la rédaction de l'ouvrage 'Offre et Accès aux Soins Primaires : quels rôles des villes et intercommunalités ?'.

Nous souhaitons une très bonne continuation à Gérard. À noter que la Ville d'Angers reste membre du conseil d'administration du RfVS jusqu'en 2024.

✦ PUBLICATION D'UN RAPPORT DE SITUATION DE LA VILLE D'ALBI EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

Chaque année, la Ville d'Albi multiplie les projets pour s'engager dans le développement durable et être à l'initiative de démarches vertueuses sur le plan écologique, social et également économique. Ces actions viennent s'ajouter au plan de sobriété énergétique récemment adopté par la Ville qui entreprend depuis plusieurs années déjà des efforts en matière d'économie d'énergie.

En novembre dernier, **la Ville a publié et présenté lors d'un conseil municipal un rapport de situation de la collectivité en matière de développement durable**, projet qui a été porté par les élus et les services de la ville dont le service santé.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

✦ 3ÈME COLLOQUE INTERNATIONAL 'LES SALLES DE CONSOMMATION À MOINDRE RISQUE DANS LE MONDE : PORTER ENSEMBLE UNE RÉPONSE DE PROXIMITÉ', LES 3 ET 4 MAI 2023 À STRASBOURG.

Le colloque est organisé par la Ville de Strasbourg, le Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe, l'association Ithaque et l'European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA), avec le soutien de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), l'Agence régionale de santé Grand Est, le Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus) et Correlation Network.

Le colloque a pour objectif de **promouvoir le modèle des salles de consommation à moindre risque** et de **fédérer les politiques françaises et européennes autour de la réduction des risques et des dommages** ; et offre l'opportunité de partager la diversité des expériences, de traiter des différents cadres légaux et de leurs évolutions, de mettre en perspective les innovations et de favoriser les réseaux collaboratifs au plus près des territoires qui le nécessitent. Le pré-programme et le lien d'inscription vous parviendront ultérieurement.



VILLES-SANTÉ, PARTAGEZ VOS ACTIONS ET BONNES PRATIQUES !

Chaque mois, **cette rubrique est réservée aux partages d'expériences, d'actions et de bonnes pratiques** déployées par et au cœur des collectivités et des intercommunalités du Réseau français Villes-Santé.

Vous êtes une Ville-Santé et vous souhaitez mettre en avant une de vos actions ?

Envoyez l'ensemble de vos éléments – descriptif, photos, liens – à Jennifer Guillouche, chargée de communication, avant le 20 de chaque mois.

Pour la newsletter du mois de janvier, nous vous proposons de mettre en avant des actions ou initiatives réalisées dans le cadre du Dry January (mois sans alcool).

Pour plus d'informations et pour partager vos actions >> communication@villes-sante.com



LE 25 NOVEMBRE DERNIER SE TENAIT LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES.

La violence à l'égard des femmes est un problème de santé publique majeur enraciné dans l'inégalité entre les sexes qui constitue une violation des droits humains des femmes.

Quelques chiffres : environ 1 femme sur 3 dans le monde a déjà subi des violences physiques ou sexuelles, venant dans la majorité des cas de son conjoint. Ces violences démarrent très tôt dans la vie des jeunes femmes : à ce jour, il est estimé qu'environ **1 adolescente sur 4 âgée de 15 à 19 ans a déjà subi des violences de la part de son partenaire.** Les conséquences de ces violences impactent durablement la santé de ces jeunes femmes.

Un **'package'** comprenant une suite de ressources et d'outils pratiques pour soutenir la mise en œuvre du cadre 'RESPECT Women : Preventing Violence against Women' **a donc été développé sur la base du cadre d'actions des Nations Unies.**

Pour en savoir plus (ressources en anglais), [cliquez ici](#).
Pour plus de ressources sur le renforcement des systèmes de santé dans la lutte contre les violences faites aux femmes, [cliquez ici](#).

'WHO EUROPEAN CHILDHOOD OBESITY SURVEILLANCE INITIATIVE (COSI)'.

L'OMS Europe a publié un nouveau rapport, le cinquième d'une série mesurant les tendances du surpoids et de l'obésité chez les enfants en âge d'aller à l'école primaire, et ce depuis 2007.



Les conclusions du rapport sont fondées sur les données recueillies en 2018-2020 dans 33 pays de la Région européenne de l'OMS. **Aujourd'hui, 1 enfant d'âge scolaire sur 3 est alors en surpoids ou obèse, et les taux continuent d'augmenter dans de nombreux pays.** La disponibilité de ces informations est essentielle pour élaborer des politiques et des stratégies efficaces de lutte contre l'obésité infantile dans la Région européenne de l'OMS.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

L'OMS PUBLIE LE RAPPORT MONDIAL SUR L'ÉQUITÉ EN SANTÉ POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES.

Le 'Global report on health equity for persons with disabilities' montre qu'en raison d'inégalités systémiques et persistantes en matière de santé, **de nombreuses personnes handicapées courent le risque de mourir beaucoup plus tôt – jusqu'à 20 ans plus tôt – que les personnes qui n'ont aucun handicap.** Elles sont également plus susceptibles de développer des maladies chroniques, le risque étant jusqu'à deux fois plus élevé pour l'asthme, la dépression, le diabète, l'obésité, les maladies buccodentaires et les accidents vasculaires cérébraux.

Présenté en marge de la Journée internationale des personnes handicapées, **ce rapport montre que désormais, ce sont 1,3 milliard de personnes qui vivent avec un handicap important dans le monde (soit 1 personne sur 6).** Ce chiffre montre bien à quel point il est important d'intégrer les principes d'inclusion, d'accessibilité et de non-discrimination au cœur du système de santé.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

'WHAT WORKS TO PREVENT ONLINE VIOLENCE AGAINST CHILDREN'.

Fin novembre, l'OMS a publié un rapport afin de soutenir la volonté de mettre fin au fléau croissant de la violence en ligne subie par les enfants dans le monde. Dans ce rapport, l'OMS se concentre sur les moyens permettant de freiner la cyberagression, la cyberintimidation, le cyberharcèlement envers les jeunes ; et souligne **l'importance de mettre en œuvre des programmes éducatifs en milieu scolaire, de promouvoir l'interaction entre les jeunes et d'impliquer les parents.** Il rappelle également la nécessité de former les jeunes à l'affirmation de soi, à l'empathie, à la résolution de problèmes, à la gestion des émotions et à la recherche d'assistance.

L'OMS relève que les programmes éducatifs ont plus de succès lorsqu'ils sont réalisés sous des formats de diffusion multiples et variés tels que des vidéos, jeux, affiches, infographies et discussions guidées. Enfin, **le rapport affirme que des formes complètes d'éducation sexuelle peuvent participer à la réduction des agressions physiques et sexuelles – en particulier dans les rencontres en ligne –, de la violence entre partenaires ; ainsi qu'à la lutte contre l'intimidation homophobe.**

Pour consulter le rapport (en anglais), [cliquez ici](#).

NOUVEAU NUMÉRO DE LA SANTÉ EN ACTION 'PROMOUVOIR LA SANTÉ MENTALE DES POPULATIONS EN TEMPS DE COVID-19'.

La pandémie Covid-19 a un impact négatif majeur sur la santé mentale de la population, objectivé par des enquêtes scientifiques et par les professionnels qui travaillent en première ligne. **Une trentaine d'experts et de professionnels dressent un état des connaissances et analysent les conséquences que la pandémie a sur la santé mentale de l'ensemble de la population.** Ils formulent également des recommandations pour passer à l'action. Ce numéro spécial questionne en particulier l'éthique et les inégalités sociales et territoriales de santé.

Pour consulter le numéro en ligne, [cliquez ici](#).

'VIVRE AVEC LE VIH, C'EST D'ABORD VIVRE'.

À l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, **Santé publique France rappelle l'importance du dépistage pour un diagnostic précoce du VIH et un accès aux traitements antirétroviraux dont l'effet préventif a un impact direct sur la dynamique de l'épidémie.** Afin de lutter contre les discriminations liées à la séropositivité au VIH et ainsi lever les principaux freins au dépistage, **Santé publique France rediffuse la campagne 'Vivre avec le VIH, c'est vivre'**, campagne sur l'efficacité des traitements contre le VIH permettant aux personnes séropositives de vivre en bonne santé et de ne pas transmettre le virus à leurs partenaires. Le dispositif, visible depuis le 18 novembre, comprend une campagne presse et d'affichage, des partenariats éditoriaux et un volet digital.



Pour retrouver tous les dispositifs de prévention, cliquez sur les liens ci-dessous :

- Les vidéos '[Lettre à moi-même](#)'
- [QuestionSexualité](#) pour le grand public
- [OnSEXprime](#) pour les jeunes
- [Sexosafe](#) pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

LANCEMENT D'UNE ÉTUDE SUR LES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES EN FRANCE.

Santé publique France, en collaboration avec l'Inserm, le CNR des infections sexuellement transmissibles bactériennes et le CNR des papillomavirus, surveille l'évolution épidémiologique des IST en France et produit des indicateurs permettant de caractériser les populations et les territoires les plus exposés afin de contribuer à l'orientation et à l'évaluation des actions de prévention dans le cadre de la stratégie nationale de santé sexuelle (2017-2030).

L'étude PrévIST, lancée auprès de la population en France, permettra d'estimer la prévalence de plusieurs infections sexuellement transmissibles bactériennes et des papillomavirus humains.

37 000 personnes âgées de 15 à 89 ans, tirées au sort, vivant en France métropolitaine et dans quatre territoires d'Outre-Mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion) seront interrogées par téléphone sur leur vie affective et sexuelle. L'étude PrévIST a pour finalité de contribuer à la politique de lutte contre les IST.

Pour plus d'informations sur l'enquête, [cliquez ici](#).

SANTÉ PUBLIQUE FRANCE A PUBLIÉ SON BILAN CANICULE ET SANTÉ DE L'ÉTÉ 2022.

La période de surveillance estivale 2022 a été marquée par trois épisodes de canicule intense, qui ont concerné 78% de la population métropolitaine. L'été 2022 est ainsi le 2ème été le plus chaud depuis 1900. Pendant ces trois périodes de canicule, ce sont 2 816 décès en excès qui ont été observés, les personnes âgées de 75 ans et plus, étant les plus touchées. **Pour toute la période de surveillance estivale (1er juin - 15 septembre 2022), 10 420 décès en excès toutes causes confondues ont été estimés en France métropolitaine.** Une part de cet excès de mortalité estivale est vraisemblablement due à une exposition de la population à de fortes chaleurs mais pour des températures n'atteignant pourtant pas les seuils d'alerte canicule. L'estimation de cette part attribuable fait l'objet de travaux plus approfondis par Santé publique France.

Ce bilan souligne la nécessité d'une stratégie d'adaptation et d'atténuation au changement climatique renforcée, que ce soit au niveau national et territorial.

Pour consulter le bilan canicule 2022, [cliquez ici](#).

APPELS À PROJETS.

- **L'INCa lance l'appel à projets 'Réduire les expositions en milieu scolaire : concevoir des politiques et agir dès maintenant'.** Le Plan Zéro Exposition vise à faire tendre les lieux d'accueil des enfants et adolescents vers un objectif : celui de réduire, voire de supprimer les expositions aux facteurs de risques évitables. Il s'agit de les faire évoluer pour qu'ils soient : des endroits protecteurs, favorisant un bon état de santé, et propices à la prévention des cancers ; des environnements propices au déploiement d'interventions de promotion de la santé, garantissant une appropriation des infrastructures et des espaces, et accompagnant les changements de comportements individuels. Les collectivités territoriales et les EPCI figurent parmi les structures éligibles. **La plateforme de candidatures ouvrira en janvier 2023. La date limite de soumission et d'envoi des dossiers est fixée au 21 mars 2023, à 16h.**

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **L'appel à projets 2022-2023 du Programme National pour l'Alimentation est ouvert.** Cette édition, la dernière avant la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC), est lancée en partenariat avec le ministère de la Santé et de la Prévention, le ministère des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées et l'Agence de la transition écologique (Ademe). Intitulée 'Vers une stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat', elle soutiendra des projets visant la transition agricole et alimentaire, permettant notamment l'adoption de comportements alimentaires durables favorables à la santé, ainsi que la lutte contre la précarité alimentaire. **Clôture des candidatures : 9 janvier 2023.**

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **Pour la 4ème fois, la MILDECA lance un appel à projets national destiné aux collectivités locales souhaitant agir en faveur de la prévention des conduites addictives à l'échelle d'un territoire.** L'appel à projets vise la construction d'un projet politique local, décliné en actions concrètes, et ce, pour changer la donne en matière de comportements à risques liés aux substances psychoactives ou à l'usage problématique des écrans ou des jeux d'argent et de hasard.

Pour consulter le cahier des charges, [cliquez ici](#).

ACTIVITÉ PHYSIQUE ET MOBILITÉS.

- **Génération Vélo propose un cycle de webinaires nationaux, afin d'accompagner les collectivités dans la découverte et l'appropriation plus fine du programme.** Le programme Génération Vélo propose un accompagnement inédit et des financements pour déployer le Savoir Rouler à Vélo, dispositif d'apprentissage à l'autonomie à vélo pour les enfants de 6 à 11 ans. **Génération Vélo s'adresse aux collectivités territoriales désireuses de déployer le dispositif du Savoir Rouler à Vélo sur leur territoire :** communes, villes, communautés de communes ou d'agglomération.

Pour consulter le programme, [cliquez ici](#).

- La Société Française Santé Publique accueillera la prochaine édition du congrès de 'l'International Society for Physical Activity and Health' (ISPAH). **L'événement se déroulera au Palais des Congrès de Paris, du 21 au 24 octobre 2024.**

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- Édité par un groupe de travail d'experts, sous la direction de l'Observatoire national de l'activité physique et de la sédentarité (Onaps) et l'Université Clermont Auvergne, **le rapport 'Report Card (RC) 2022' fait état de l'activité physique et de la sédentarité de l'enfant et de l'adolescent.** Ce rapport fait suite au récent rapport parlementaire Verhaeghe-Juanico sur l'urgence de la situation face à la progression de la sédentarité et à la nécessité d'actions publiques à l'échelle du Gouvernement et des collectivités. Il a vocation à identifier des besoins et manquements pour proposer de nouvelles pistes d'amélioration.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

ALIMENTATION.

- **Une rencontre a été organisée par le Labo Cités le 5 mai 2022, sur l'alimentation favorable à la santé et à l'environnement.** L'INRAE a contribué à cette rencontre avec l'intervention de Nicole Darmon, directrice de recherche. Après avoir expliqué le gradient social de santé, la chercheuse a démontré comment à chaque étape de la vie, la nutrition et l'alimentation contribuent aux inégalités sociales. Elle a ensuite explicité le lien entre pauvreté et déséquilibre alimentaire, et a consacré la fin de son intervention à la présentation du programme Opticourses, qu'elle a développé dans le cadre d'un projet de recherche-action.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- Dans la continuité des priorités et des mesures de la feuille de route pour la prise en charge de l'obésité, le ministre de la Santé et de la Prévention M. François Braun, ainsi que le ministre des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes handicapées M. Jean-Christophe Combe, ont souhaité confier **une mission à la Professeure Mme Martine Laville, afin de proposer des mesures concrètes pour mieux prévenir et prendre en charge cette pathologie.** Les travaux conduits dans le cadre de cette mission feront l'objet d'une remise de propositions aux deux ministres d'ici mars 2023, et ce, afin d'alimenter la feuille de route pour la prévention et la prise en charge de l'obésité.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

CHANGEMENT CLIMATIQUE.

- Le sixième rapport du GIEC est formel : les conséquences du changement climatique sont avérées sur l'ensemble de la planète et s'accroissent. Si les actions d'atténuation doivent être poursuivies, l'adaptation est à présent une nécessité. **L'Ademe a ainsi réalisé un état des lieux et une étude prospective sur les impacts du changement climatique pour les bâtiments aux horizons 2050-2100.**

Pour consulter les données de l'étude, [cliquez ici](#).

QUALITÉ DE L'AIR.

- **6 AASQA** (Nouvelle-Aquitaine, Hauts-de-France, Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est, Provence-Alpes-Côte d'Azur) **font évoluer leurs sites internet afin de faciliter l'accès à l'information et aux données sur la qualité de l'air.** Les informations sont désormais plus accessibles pour le grand public, qui peut facilement trouver une information claire sur la qualité de l'air pour chaque commune. Les publics plus avertis y trouveront également de nouveaux modules de datavisualisation.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

SANTÉ DES ENFANTS.

- À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, qui a eu lieu le 20 novembre dernier, la Défenseure des droits, Claire Hédon, et son adjoint le Défenseur des enfants, Éric Delemar, ont rendu public leur rapport annuel relatif aux droits de l'enfant. **Le rapport 2022 intitulé 'La vie privée : un droit pour l'enfant', met en lumière un sujet qui questionne non seulement les enfants mais également le rôle et les pratiques de toutes les personnes qui sont à leur contact au quotidien. 33 recommandations sont alors formulées afin d'offrir aux enfants la protection et l'éducation qui leur permettront de construire une intimité suffisamment solide et résistante.**

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

- Le 21 novembre dernier, le Gouvernement a organisé le premier comité interministériel à l'enfance (CIE). **L'objectif est clair : faire en sorte que chaque enfant ait les mêmes chances, où qu'il naisse.** À cette occasion, le Gouvernement a dévoilé ses priorités pour l'enfance : lutter contre les violences, garantir l'égalité des chances et agir pour le développement et l'avenir.

Pour consulter le dossier de presse, [cliquez ici](#).

- **L'Institut national du cancer a publié son rapport 2022 sur la lutte contre les cancers pédiatriques en France.** Ce rapport présente les nombreuses actions entreprises depuis 2019, les projets en cours et à venir, tant au niveau français qu'europpéen.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

SANTÉ-ENVIRONNEMENT.

- **Publication du livret 'Agir pour un environnement favorable à la santé : quelles politiques locales en santé environnement ?'**. Ce livret réalisé par les acteurs nationaux du Plan Santé Environnement 4 et piloté par le Cerema présente aux élus locaux et à leurs équipes, un rapide état des lieux des enjeux, des leviers, des bonnes pratiques et des ressources existantes. Le Cerema déploie de nombreux outils, dont le site expertises-territoires.fr qui est un centre de ressources consacré à la thématique : 130 projets et retours d'expériences y sont déjà recensés à travers la France (dont des actions de certaines Villes-Santé comme Bordeaux Métropole, Ville de Valence, Ville de Limoges), et portent sur des actions de sensibilisation, de diagnostic, d'aménagement etc.

Pour accéder à la plateforme, [cliquez ici](#).

- **Le 06 octobre à Albi, le Réseau environnement santé a organisé, en partenariat avec le Conseil Départemental du Tarn, un colloque intitulé 'Maladies infantiles, habitat et perturbateurs endocrinien'** qui a rassemblé 180 professionnels de la protection maternelle et infantile, de l'habitat et du bâti, des collectivités, pour ensemble, faire avancer la lutte contre les perturbateurs endocriniens avec un focus particulier sur les maladies infantiles et l'habitat.

Pour consulter les actes du colloque, [cliquez ici](#).

- **La SFSE organise un webinaire 'Co-construire une expertise partagée à partir des connaissances scientifiques et des savoirs des gens concernés', le 23 février 2023.** Le webinaire vise à échanger sur les avantages, les inconvénients et les biais de la co-construction d'expertises partagées (confrontation des différentes positions d'experts en l'absence de consensus) ; à faire vivre le débat public en alimentant la controverse et tenter d'avancer dans la même direction ; à prendre en considération les positions de chacun ; à aider la population à s'emparer des connaissances scientifiques ; à inciter les scientifiques à prendre en considération la réalité du terrain et à se comporter en citoyens engagés ; à aider et favoriser la prise de décision par les personnes concernées en bout de processus (élus et administrés etc.).

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **À partir de janvier 2023, Fredon lance un podcast 'Fredonnons la nature'**. Le premier épisode portera sur les chenilles processionnaires. Le podcast sera disponible sur les plateformes habituelles ainsi que sur le site internet de Fredon.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **Le Green data for health (ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires) issu du PNSE4, est désormais ouvert à tout acteur, sans inscription.** Prochainement, vous pourrez accéder à un catalogue de données en santé-environnement mais aussi à des fiches 'aides juridiques' pour vous éclairer dans vos questionnements liés à l'accès et au partage des données. Un Data Challenge sera organisé au premier semestre 2023 afin de permettre le développement d'outils et de projets visant à faciliter la mobilisation des données environnementales en santé-environnement.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

SANTÉ MENTALE.

- L'association 'Élus, santé publique et territoires', le centre collaborateur de l'OMS pour la recherche et la formation en santé mentale de Lille et l'EPSM Lille Métropole organisaient le 30 novembre dernier, **la 7ème Journée nationale des conseils locaux de santé mentale à Nantes - en préambule du colloque international 'Villes et santé mentale'**. En conclusion de cette journée nationale, l'Association des maires de France, l'Association des intercommunalités de France, l'Association Élus, santé publique et territoires et France Urbaine ont lancé un appel collectif à la création des conseils locaux de santé mentale sur tous les territoires. Appel que le Réseau français Villes-Santé soutient.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

SANTÉ PUBLIQUE.

- **L'AMF publie le guide 'Agir pour l'inclusion des personnes autistes'**. De nombreuses communes et intercommunalités ont déjà pris des initiatives pour soutenir les personnes autistes et leurs familles au quotidien, en lien avec les associations et la société civile, ainsi que le département. De la petite enfance à l'autonomie des adultes en passant par le soutien aux aidants, les maires mettent en place des politiques en faveur des personnes autistes dans des domaines aussi variés que le logement, l'accès aux services publics ou aux activités sportives et culturelles. L'AMF accompagne les maires et présidents d'intercommunalités qui souhaitent développer encore davantage de dispositifs en faveur des personnes autistes. Le guide pratique présente les différents opérateurs vers lesquels ils peuvent se tourner, et recense une quinzaine de bonnes pratiques, parmi les 200 projets locaux identifiés dans l'enquête de septembre 2021.

Pour consulter le guide, [cliquez ici](#).

- **L'arrêté ministériel et le décret du 18 novembre 2022 concernant la création officielle des centres régionaux en antibiothérapie (CRAtb) ont été publiés**. Les centres seront désignés par les ARS et implantés dans des établissements de santé. Ils auront pour mission l'expertise et l'appui aux professionnels de santé concernant le bon usage des antibiotiques et la prévention de la résistance aux antibiotiques, ainsi que la coordination et l'animation de réseaux de professionnels de santé en charge de la mise en œuvre des programmes promouvant le bon usage des antibiotiques.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **Mettre le numérique au service de la santé : concertation publique du 14 décembre 2022 au 14 mars 2023**. C'est pour poursuivre les efforts déployés depuis 2019 que le Conseil du Numérique en Santé (CNS) du 14 décembre 2022, met en concertation une première version de la future feuille de route du numérique en santé, et ce, jusqu'au 14 mars 2023. Des échanges nourris se tiendront en janvier et en février dans l'ensemble des régions de France.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **La Société Française Santé Publique a été sollicitée pour soumettre des recommandations concernant la mise en œuvre de consultations de prévention à trois âges clés de la vie que prévoit l'article 17 du PLFSS 2023**. Elle a été transmise à divers interlocuteurs institutionnels et sert de fondement au dialogue qui s'est engagé avec eux. Ce projet de loi intègre diverses mesures en faveur de la prévention : la mise en place de rendez-vous de prévention à trois âges clés de la vie (20-25 ans, 40-45 ans, 60-65 ans) ; le dépistage sans ordonnance des infections sexuellement transmissibles ; l'accès gratuit et sans ordonnance à la contraception d'urgence pour les femmes ; de nouvelles compétences de prescription vaccinale pour les pharmaciens, les infirmiers et les sages-femmes ; la lutte contre le tabagisme avec l'augmentation des prix du tabac. Le Gouvernement annonce ainsi vouloir passer d'une logique plus préventive que curative.

Pour consulter la note, [cliquez ici](#).

SYSTÈMES DE SANTÉ.

- **Le 30 novembre, la Commission européenne a adopté une nouvelle stratégie de l'UE en matière de santé mondiale destinée à améliorer la sécurité sanitaire mondiale et la santé de tous dans un monde en mutation**. La stratégie met en avant trois priorités : améliorer le bien-être et la santé des personnes tout au long de leur vie ; renforcer les systèmes de santé et faire progresser la couverture sanitaire universelle ; prévenir et combattre les menaces pour la santé, pandémies comprises, en suivant l'approche 'Une seule santé'. **La Commission a également publié son premier rapport sur l'état de préparation en matière de santé**. Le rapport met en lumière les progrès accomplis dans les domaines de la préparation et de la riposte depuis le début de la pandémie de Covid-19.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

- Alors que la refondation du système de santé est à l'agenda politique, **le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé (CCNE) propose dans son avis 140 de 'repenser le système de soins sur un fondement éthique et de tirer les leçons de la crise sanitaire et hospitalière'**. Cet avis est principalement centré sur la situation tendue de l'hôpital public qui est 'le symptôme le plus saillant de la crise du système de soins'.

Pour consulter l'avis, [cliquez ici](#).

- **Comme déjà évoqué à l'occasion du rapport 2021, le 'Rapport au parlement 2022 des expérimentations innovantes en santé' publié le 10 novembre dernier,** révèle que l'articulation entre la mise à disposition des résultats finaux d'évaluation, le calendrier expérimental du projet, la décision de la suite donnée et la potentielle traduction dans le droit commun est particulièrement complexe et exigeante. De ce point de vue, le dispositif est à la croisée des chemins : entre 30 et 40 expérimentations arriveront à leur terme en 2023 et 2024.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

URBANISME FAVORABLE À LA SANTÉ.

- **L'Institut national du cancer (Inca) publie un document de plaidoyer sur les choix d'aménagement contribuant à la prévention des cancers.** Ces documents marquent le début d'une nouvelle ambition pour l'Institut national du cancer dans le cadre de la stratégie décennale de lutte contre les cancers : celle de mobiliser les territoires et plus particulièrement les collectivités dans le cadre d'une stratégie globale de prévention et de promotion de la santé. Sont prévus des partages de bonnes pratiques, la création d'outils, la mise à disposition d'expertises et de financements, ainsi que la création d'un 'club des collectivités et prévention des cancers'.

Pour consulter l'argumentaire complet, [cliquez ici](#).

Pour consulter la synthèse, [cliquez ici](#).